



Effets socioéconomiques potentiels du **Covid – 19** au Cameroun Une évaluation sommaire

31 Mars 2020



Effets socioéconomiques potentiels du COVID-19 au Cameroun : une évaluation sommaire¹

31 Mars 2020

Résumé : Apparue dans la ville de Wuhan en Chine en décembre 2019, l'épidémie de coronavirus (COVID-19) est déjà déclarée dans de nombreux pays. Le virus est la cause d'une souffrance humaine considérable. Il est aussi à l'origine de perturbations économiques et menace l'économie mondiale. Le 2 mars 2020, l'OCDE prévoyait un recul de 0.5 point de pourcentage de la croissance du PIB mondial, qui serait ramenée à 2.4 % cette année. Le mercredi 25 mars 2020, l'agence de notation financière Moody's a averti que les économies du G20 devraient toutes être en récession cette année en raison de la pandémie. Selon la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), malgré le niveau relativement encore bas du nombre de cas infectés, l'impact économique pourrait coûter au continent africain plus d'un point de pourcentage du PIB (de 1,8 % à 3,2 %). Le Cameroun, du fait de sa forte dépendance au commerce internationale et de ce que ses principaux partenaires commerciaux tels que la Chine et les pays de l'Union européenne sont les plus affectés, risque de subir des effets socioéconomiques néfastes en absence des mesures d'atténuation appropriées. Au-delà du recul de la demande mondiale, le pays doit faire face aux chutes des prix de ses principaux produits d'exportations. Indépendamment des mesures prioritaires déployées pour contenir la propagation du virus des mesures d'accompagnement sociales et économiques sont nécessaires pour atténuer les chocs sur les ménages et les entreprises et pour renforcer l'efficacité des mesures de mitigation déployées.

L'identification des dépenses sociales urgentes devraient permettre de réorienter le budget de l'Etat pour faire face aux urgences. Il s'agit notamment des dépenses publiques supplémentaires consenties dans le secteur de la santé pour mettre en place les mesures de protection et faire face à la flambée du nombre de cas d'infection. L'accentuation des actions de communication et de sensibilisation de la population autour du Covid-19 est aussi importante pour réduire au maximum le taux de transmission du virus. Des soutiens aux ménages par le renforcement des dispositifs de protection sociale s'avère aussi nécessaire aussi bien que la protection des entreprises les plus vulnérables pour faciliter la relance. Sur la base d'une distribution de kit familial composés de produits de base d'une valeur de 28 600 FCFA, aux pauvres plus vulnérables, les simulations montre que les mesures coûterait de 2,3 milliards FCFA à 53,7 milliards de FCFA par mois selon les scénarios. Les mesures bénéficient entre 81 294 ménages à 1 944 015 ménages selon les 4 scénarios

Dans une perspective de moyen terme, des mesures adéquates seront nécessaire pour limiter l'accroissement des inégalités ainsi que des mesures pour faciliter la relance de l'économie.

Cette Note a été rédigé par Francis ANDRIANARISON, Economiste Principal-PNUD francis.andrianarison@undp.org et Blaise Ehowe NGUEM, Economiste National, blaise.ehowe@undp.org.

Les opinions et les interprétations figurant dans la présente publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles du PNUD.

01

Coronavirus : Une pandémie à propagation exponentielle

Apparue dans la ville de Wuhan en Chine en décembre 2019, l'épidémie de coronavirus (COVID-19) a été déclarée comme pandémie mondiale le 11 mars 2020 par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). En date du 30 mars 2020, elle a déjà fait 33 106 décès dans 202 pays et territoires sur 693224 cas confirmés (Tableau 1).² L'Afrique Subsaharienne, longtemps épargnée, a connu son premier cas le 27 février 2020 au Nigéria. Le continent comptait déjà, le 30 mars 2020, 3242 cas confirmés de coronavirus dont 79 patients ont été guéris. Le Covid-19 a déjà coûté la vie à 69 personnes sur le continent et touche 40 pays.³ L'ensemble des pays se préparent à affronter la pandémie et ses conséquences socio-économiques

Tableau 1 : Nombre des cas de Covid-19 au 30 mars 2020

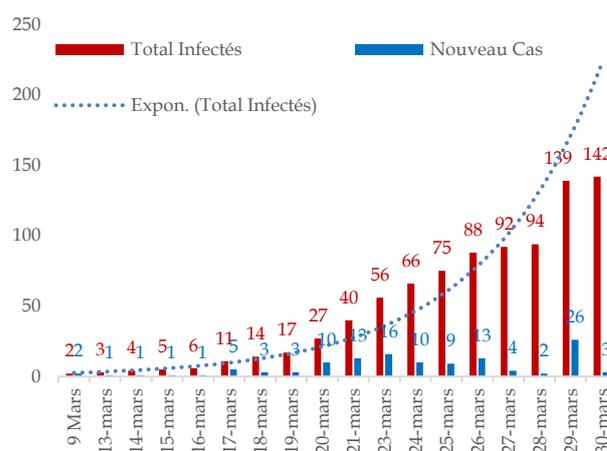
	CAS CONFIRMÉS	DÉCÈS	TAUX DE LÉTALITÉ
	693		
MONDE	224	33 106	4,8%
AFRIQUE	3 242	69	2,1%
CAMEROUN	142	6	4,2%

Source : Statistiques de l'OMS et calcul propre.

Le Cameroun a déclaré son premier cas le 06 mars 2020. Depuis cette date, la propagation semble s'accélérer. En date du 30 mars 2020, le pays compte 142 cas de contamination dont deux décès. Bien que les cas recensés

restent encore relativement faiblesⁱ, les tendances (Voir Graphique 1) suggèrent que la situation risquerait de s'aggraver si des mesures appropriées ne sont pas prises pour freiner la propagation du virus. Les expériences de l'Italie, de l'Iran, de la France, de l'Espagne et des États-Unis ont montré en effet que les nombres de contamination peuvent progresser très vite.

Graphique 1 : Evolution cas d'infection au Cameroun depuis le 1^{er} cas déclaré



Source : Compilation des statistiques du Ministère de la Santé

Les rapports du ministère de la santé publique montrent que la plupart des cas de COVID-19 sont des cas importés. Ainsi, ces chiffres sont susceptibles d'augmenter de façon exponentielle dans les prochaines semaines avec la transmission locale si les mesures déployées jusqu'alors ne sont pas respectées rigoureusement par la population.

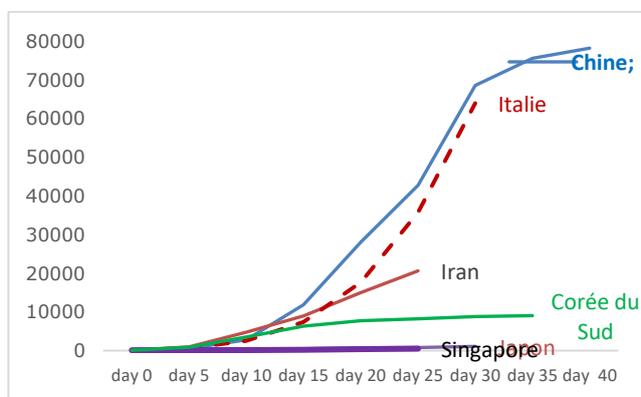
² Voir World Health Organization (WHO), <https://experience.arcgis.com/experience/685d0ace521648f8a5beeeee1b9125cd>

³ Voir World Health Organization (WHO) African Region <https://www.afro.who.int/health-topics/coronavirus-covid-19>

La tendance exponentielle du Graphique 1 suggère que nous atteignons la barre de 1000 cas d'infection au bout de 22 jours.⁴ Le Ministère de la santé publique projette que le nombre de cas pourrait dépasser la barre de 3800 cas en quatre semaines.⁵

L'analyse des expériences des autres pays laissent penser qu'après avoir franchi le cap de 100 cas d'infection confirmés, la progression peut être plus rapide ou non selon les stratégies de mitigation adoptées pour juguler la transmission de la pandémie (Graphique 2). Certains pays asiatiques, en particulier le Japon, Singapour et Hong Kong et même la Chine malgré le retard, ayant pris des mesures de confinement strict ou de test à grande échelle du fait de leur expérience face aux épidémies (SRAS en 2003 MERS en 2015) ont réussi à enrayer

Graphique 2 : Evolution du nombre de cas après les 100 premiers cas



Source : Our World in Data <https://ourworldindata.org/coronavirus-source-data> European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC).

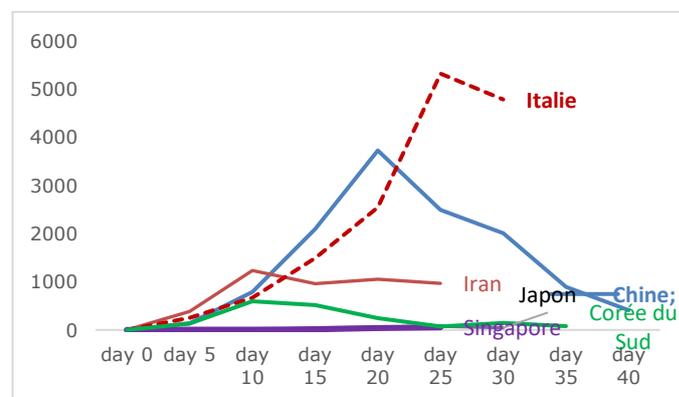
⁴ Ce chiffre est donné à titre indicatif. La modélisation plus appropriée de Coivi-19 est le modèle logistique ou le modèle SIR. Le modèle exponentielle explose ce qui n'est pas réaliste. Lorsque le pic est atteint, on s'attend à une baisse du nombre d'infections ce qui n'est pas prédit par un modèle exponentiel.

⁵ Cette vitesse de propagation de la maladie dépend de l'Indice de contagiosité ou taux de reproduction (R0) qui mesure le « Nombre moyen de personnes contaminées par une personne atteinte d'une certaine maladie

plus rapidement l'évolution de cette maladie. Les nombres des nouveaux cas enregistrés par ces pays ont été vite maîtrisés (Singapour, Japon, Corée du Sud) ou ont rapidement diminué (cas de la Chine) comparativement à l'Italie (Graphique 3). Cependant, les nations occidentales et l'Iran n'ayant pas ce type d'expérience préalable partent avec un handicap considérable. La progression de l'épidémie semble plus importante dans ces pays.

Le 17 mars 2020, le Premier ministre Chef du Gouvernement du Cameroun a communiqué 13 mesures à mettre en œuvre pour lutter contre la propagation du COVID-19. Ces mesures ont été encore réaffirmées le 24 mars 2020 pour les appliquer de façon stricte. Le Cameroun n'a pas encore décidé du confinement total de

Graphique 3 : Evolution des nouveaux cas après les 100 premiers cas



contagieuse ». Il est établi que l'indice de contagiosité du COIC-19 est estimé entre 1,5 et 3,5. Il s'avérait que le COVID-19 est plus contagieux que la grippe saisonnière classique (Rhume) avec un Indice de 2, la grippe espagnole de 1918 (2,2) ou le SRARS de 2003 (2,8) mais moins que la peste bubonique (3,5), le ZIKA (4,2) ou la cholera (9,5). L'indice varie en fonction des mesures de mitigation déployées pour enrayer la contagion. Source : <https://fr.statista.com/statistiques/1101694/contagiosite-maladies-virus-bacteries/>

ses populations et mise sur les mesures ciblant la prévention. On peut espérer que si ces mesures sont mises en œuvre efficacement, la chaîne de transmission sera rompue. Parmi les mesures de prévention, on peut citer la distanciation sociale, l'évitement des grands rassemblements, la fermeture de toutes les frontières camerounaises, le lavage régulier des mains, la fermeture des bars après 18 heure, etc. Malheureusement, la distanciation sociale n'est pas encore totalement observée ce qui a amené le Gouvernement à renforcer les actions de communications et sensibilisation

de proximité plus intenses couplées avec des mesures de sanctions administratives en cas de non-observation. Le manque d'infrastructures de base limite aussi la capacité à pratiquer le lavage régulier des mains. La propagation de cette pandémie pose un défi énorme au système de santé camerounais, comme la plupart des systèmes africains, dont la capacité reste limitée.. Les établissements de soins de santé risquent de devenir surpeuplés avec des cas de COVID-19 associés à des niveaux élevés d'hospitalisations et de décès.⁶

⁶ Nkafu Policy Institute / Bulletin 001 sur le Covid-19 au Cameroun <https://nkafu.org/blog-post/bulletin-001-sur-le-covid-19-au-cameroon/>

02

Coronavirus : Une menace pour l'économie mondiale

La propagation du virus Covid-19 n'a pas uniquement des conséquences sanitaires et humaines. Elle a aussi des impacts forts sur les activités économiques. En effet, selon les prévisions de l'OCDE le 2 mars 2020, la croissance économique mondiale serait de 2,4% soit une baisse de 0,5% par rapport à la prévision initiale de croissance déjà faible de 2,9% de novembre 2019.⁷ Ce recul affectera l'ensemble des pays de l'OCDE (Graphique 4) Il s'agirait du plus faible taux de croissance économique depuis la crise financière de 2008. Cette prévision pourrait évoluer selon l'ampleur et la durée de la crise sanitaire.⁸

Graphique 4 : Perspectives de croissance mondiale



Source : Données de l'OCDE, 2 mars 2020.

Les implications négatives de cette pandémie pour les économies sont la rupture directe des chaînes

d'approvisionnement mondiales, le fléchissement de la demande finale des biens et services importés, l'arrêt complet des flux touristiques, la détérioration de la confiance des entreprises et des consommateurs. Ce ralentissement de la demande mondiale couplé avec l'incertitude sur la propagation de la pandémie a provoqué aussi une panique sur les marchés financiers (chute du taux d'intérêt des obligations du Trésor américain à un taux historiquement bas et repli des cours des actions), et la forte chute des prix des matières premières et principalement le pétrole brut dont les prix atteignent les niveaux records observés il y a plus de 18 ans.

Le Dow Jones⁹ a chuté brutalement et a enregistré la pire journée de son histoire le 9 mars 2020 perdant près de 2000 points. Le recul a été de 7% juste 6 minutes après l'ouverture du marché en raison de la crise du coronavirus et du pétrole. Durant la semaine du 16 au 20 mars 2020, Wall Street a connu la pire semaine depuis la crise financière de 2008 (Graphique 5).

⁷ OECD (2020), "Coronavirus: the world economy at risk", OECD interim Economic Assessment, 2 march 2020

⁸ L'hypothèse était que le pic épidémique sera atteint en Chine au premier trimestre 2020 et que dans les autres pays, l'épidémie se révélera plus modérée et circonscrite. La première hypothèse a été réalisée alors que la seconde semble être non satisfaite (cas de l'Italie, la France, et les États-Unis).

⁹ L'indice Dow Jones Industrial Average (DJIA) reproduit la performance de 30 des plus grosses entreprises américaines

et sert souvent d'indicateur sur l'état des marchés américains. Le graphique du Dow Jones est le reflet de la santé économique des États-Unis. Les performances annuelles du Dow Jones se sont rapprochées de celles du CAC 40, du DAX et du Footsie, les grands marchés boursiers étant de plus en plus dépendants les uns des autres depuis une quinzaine d'années.

Graphique 5 : Evolution de l'indice Dow Jones



Source : CNN,
<https://edition.cnn.com/business/markets/coronavirus>

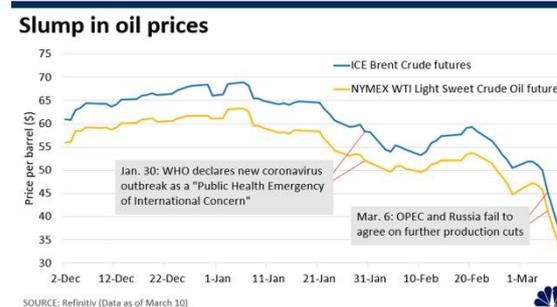
Le ralentissement de l'activité économique mondiale a fait baisser la demande de pétrole, ce qui a fait chuter les prix du pétrole à leur plus bas niveau depuis plusieurs années. Cela s'est produit avant même qu'un désaccord sur les réductions de production entre l'OPEP et ses alliés a fait plonger les cours du pétrole. L'échec des discussions entre la Russie et l'Arabie saoudite¹⁰, les deux chefs de files de l'OPEP a entraîné le 9 mars 2020, la chute brutale des cours du pétrole d'environ 25% à New York comme à Londres (Graphique 6). C'était la plus importante depuis le début de la guerre du Golfe en 1991. En date du 18 mars 2020, le baril s'échangeait à 23,82 USD alors qu'en janvier, le cours moyen était de 63,6 USD .

La mise en berne de la quasi-totalité des compagnies aériennes du monde et autres modes de transport expliquent aussi en partie cette baisse du cours du pétrole.

¹⁰ La Russie, deuxième producteur mondial de pétrole, s'était opposée à une nouvelle réduction de 1,5 million de barils par jour, déclenchant la décision de L'Arabie saoudite de baisser unilatéralement ses

Dans la filière agricole, les prix sur les marchés internationaux ont connu des baisses. L'huile de palme, touchée à la fois par les inquiétudes concernant la propagation du coronavirus mais également par les récentes mesures prises par l'Inde pour réduire ses importations s'échangeait fin février à Kuala Lumpur – la place de référence de cette matière première –, aux environs de 2 600 ringgits (616 dollars) la tonne, soit plus de moitié moins que les sommets atteints en 2014, lorsque les prix approchaient les 5 000 ringgits.

Graphique 6 : Évolution des prix du pétrole brut



Source : CNBC,
<https://www.cnbc.com/2020/03/12/coronavirus-impact-on-global-economy-financial-markets-in-6-charts.html>

La tonne de cacao est redescendue en dessous des £ 2 000 la tonne, clôturant le 27 février à Londres à £ 1 987. A New York, de \$ 2 843 la tonne le 20 février 2020, les fèves ont terminé le 27 février également en baisse à \$ 2 745.

La panique et l'incertitude autour du coronavirus a fait plonger aussi le marché du coton, les cours ayant perdu

prix à la livraison, opérant la plus importante réduction de prix depuis 20 ans.

plus de 6 cents la livre durant la fin de la semaine 20 février 2020 pour s'établir le 27 février 2020 à 62,5 cents la livre - le niveau le plus bas depuis octobre 2019.

L'économie mondiale se trouve ainsi dans la position la plus risquée qu'elle ait connue depuis la crise financière mondiale. Les perspectives pourraient être dégradées davantage si certains risques comme l'aggravation de l'épidémie, l'accentuation des tensions sur le commerce et l'investissement, l'incertitude et la panique des marchés persistent. En effet, les scénarios de propagation de l'épidémie à plusieurs autres pays, élaborés par l'OCDE, suggèrent que la croissance mondiale en 2020 pourrait ne pas dépasser 1.5 %. Les

mesures de confinement et la peur de l'infection porteraient un rude coup à la production ainsi qu'aux dépenses et entraîneraient un grand nombre de pays touchés par l'épidémie dans une véritable récession. Le mercredi 25 mars 2020, l'agence de notation financière Moody's a averti que les économies du G20 devraient toutes être en récession cette année en raison de la pandémie.

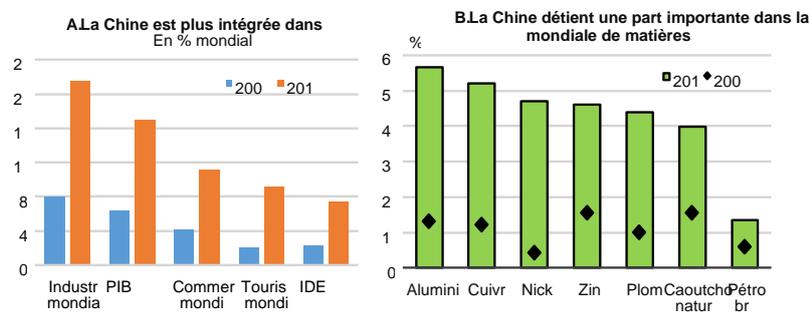
Parmi les économies les plus impactées, il y a, la Chine avec une prévision à la baisse de la croissance économique de 6,1% à 4,9%. Etant donné, la place prépondérante de la Chine dans la demande produits de base, la production, les échanges et les marchés du tourisme au niveau mondial. Ce ralentissement des activités affectera la plupart de ses partenaires directs et

indirects et particulièrement les pays africains.

Le recul de la demande et des échanges mondiaux aura des lourdes répercussions économiques et sociales sur les pays africains en lien avec leur ouverture sur l'économie mondiale. En effet, selon l'OMC en 2017, les principaux produits exportés sont les matières premières (50,3%) et les biens intermédiaires (25,7%). Les principaux partenaires sont la Chine (14,2%), l'Inde (8,7%) et les USA (6,5%) sont les plus affectés par la pandémie (Graphique 7).

Par ailleurs, l'arrêt du tourisme en provenance de Chine a provoqué un choc néfaste d'ampleur sur la demande

Graphique 7 : Evolution de la part de la Chine dans l'économie mondiale



Source : OCDE

à court terme. Le tourisme représente directement 4 ¼ pour cent du PIB dans les économies de l'OCDE, et près de 7 % de l'emploi. Cette baisse brutale de la demande aurait des conséquences considérables.

Le recul du commerce international aura des conséquences importantes au niveau des économies africaines. La Chine étant le premier partenaire commercial de l'Afrique, la corrélation entre les investissements chinois en Chine et la croissance de l'Afrique est

vraiment très élevée, de l'ordre de 190% ¹¹ : « Quand il y a une réduction de 1% ou 2% en Chine, cela a des incidences réelles sur la croissance en Afrique à travers le commerce ».

Selon la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), malgré le niveau relativement encore bas du nombre de cas infectés, l'impact économique

pourrait coûter au continent africain plus d'un point de pourcentage du PIB (de 3,2 % à 1,8 %) et des milliards de dollars de pertes en termes d'exportation, de tourisme, de transferts de fonds et de fuite des capitaux. Pour le cas spécifique du Cameroun, selon cette étude, les impacts seront plus accentués au niveau du tourisme et les exportations hors pétrole.

¹¹ Mali-Web. Dr Hippolyte Fofack, économiste en chef et directeur de la recherche et de la coopération internationale chez Afreximbank. <https://mali-web.org/afrique/import-export-comment-le->

[coronavirus-impacte-le-dynamisme-des-entreprises-en-afrique](#)

03

Coronavirus : les effets socioéconomiques potentiels au Cameroun

Les Canaux de transmission

Les canaux potentiels de transmission des impacts économiques au Cameroun peuvent être de plusieurs ordres. Tout d'abord, à travers le commerce international résultant du recul de la demande mondiale particulièrement des principaux partenaires économiques du pays tels que la Chine, l'Italie, la France et l'Union Européenne. Ensuite, l'effet se ferait ressentir à travers les baisses des prix des principales matières premières exportées notamment le prix du pétrole brut et les matières premières agricoles particulièrement l'huile de palme, le cacao, le coton et le café. La baisse de la demande mondiale affectera ainsi certains secteurs comme ceux des hydrocarbures, le forestier, l'agriculture industrielle d'exportation et le tourisme.

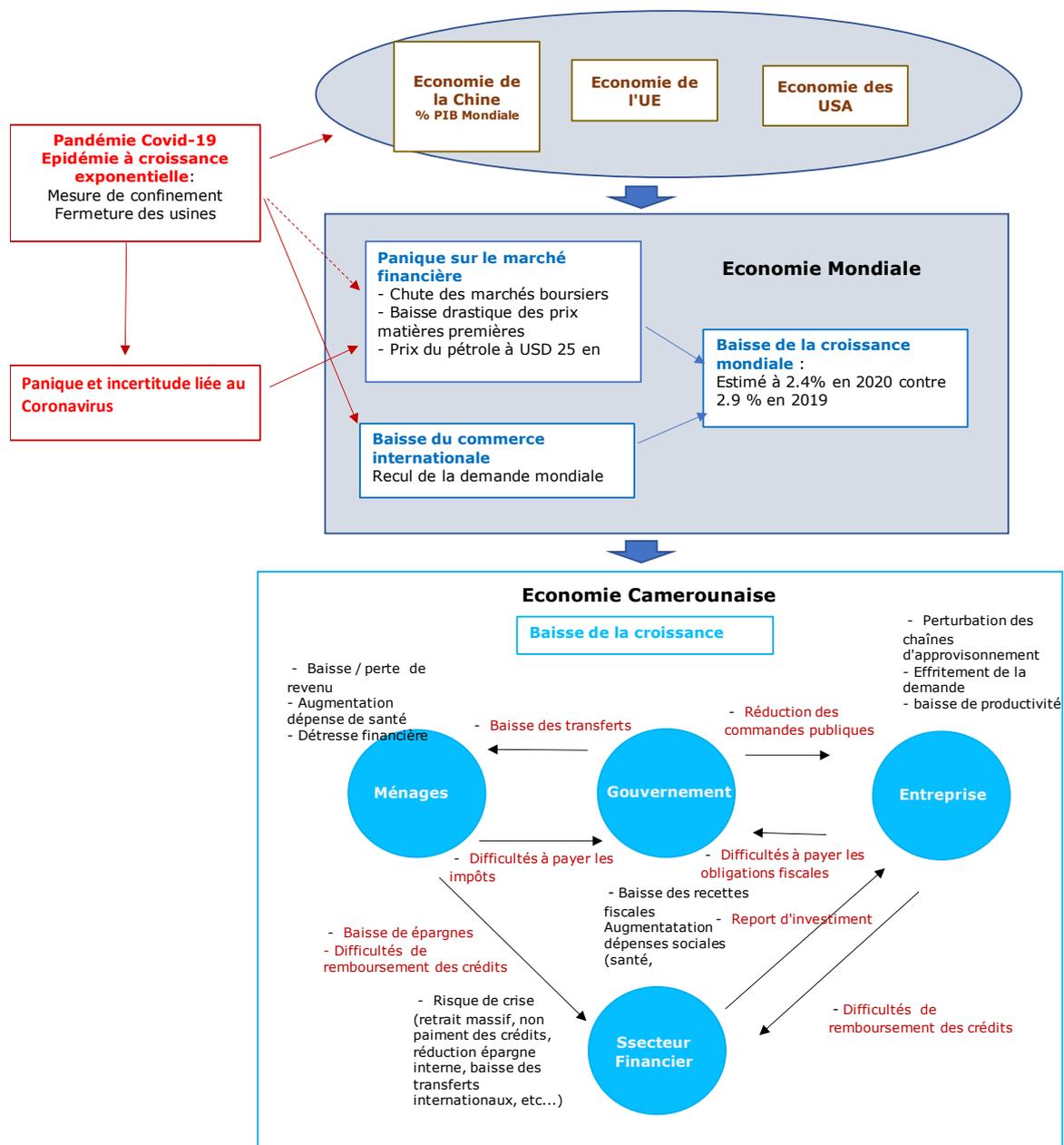
Bien que les principaux chocs soient ceux en lien avec la demande, le Cameroun pourrait aussi subir un choc d'offre au regard de la composition des importations. En effet, une grande partie des importations est constituée des consommations intermédiaires et des biens de consommation directes comme les biens alimentaires. Le ralentissement de la production dans les pays partenaires et le quasi-arrêt du transport et fret mondial affecteront le rythme de production de plusieurs secteurs économiques. Les Navires se

font rares, ce qui fait grimper les coûts pour les opérateurs.

Par ailleurs, le ralentissement de l'économie et l'investissement mondial contribuera à la réduction du flux des investissements étrangers, des transferts des migrants, mais aussi du flux des financements extérieurs (dons et emprunt). Enfin, la perturbation du marché boursier peut aussi avoir des impacts sur le marché obligataire des Etats qui se répercutera sur la dette et le financement de l'économie.

Au niveau interne, les effets de la crise au niveau des ménages et des entreprises auront des impacts sur le gouvernement. Les baisses ou pertes des revenus des ménages couplées avec les difficultés des entreprises résultant de l'effritement de la demande les mettent, par exemple, en difficultés pour honorer leurs obligations fiscales. De même, le système financier pourrait être affecté par la suite par l'augmentation des risques de crédits douteux (voir schéma dans la page suivante). Enfin, au-delà des effets directs, les mesures de confinement et de restrictions des déplacements dans le pays auront non seulement des effets sur l'économie mais aussi sur la vie sociale du pays. Les incertitudes liées à l'épidémie conduiront par exemple à des comportements irrationnels qui peuvent accentuer les effets directs de la maladie sur l'économie. Les coûts liés au stress ou les effets psychologiques

résultant du confinement viennent s'ajouter aux coûts directs de prévention ou de traitement de l'épidémie.

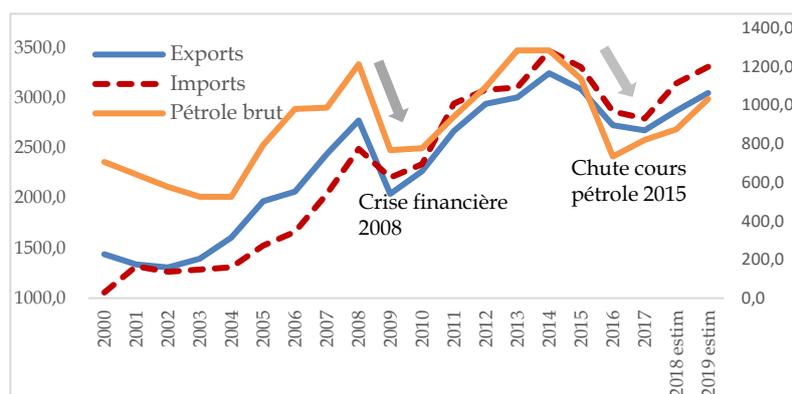


a) Le canal de la demande internationale et des prix des matières premières

En matière de commerce international, le Cameroun est fortement dépendant des pays qui sont actuellement fortement touché par le

(15,1%) des céréales (7,9%), et des poissons et crustacés (4,6%). Compte tenu des blocages des chaînes logistiques, les risques de rupture d’approvisionnements indispensables à la production peuvent impacter la capacité de production et la stabilité sociale du pays.

Graphique 8 : Evolution des exportations et des importations du Cameroun (Milliards de FCFA)



Source : A partir des données de la Banque des Etats de l’Afrique Centrale (BEAC)

COVID-19. En 2018, 77,5% des exportations du Cameroun sont à destination des dix pays : 22,2% vers la Chine, suivi par l’Italie (13,7%); les Pays Bas (8,4%) et la France (5,9%), l’Espagne (5,9%), la Belgique (3,5%), l’Inde (3,2%), Vietnam (3,1%) et la Malaisie (3%). Les exportations demeurent très peu diversifiées et sont constituées principalement de produits primaires. Les six principaux produits contribuent à hauteur de 76,5% aux recettes d’exportations enregistrées au cours de l’année 2018. Il s’agit des huiles brutes de pétrole (40,8%), du cacao brut en fèves (11,1%), des bois sciés (7,5%), du gaz naturel liquéfié (5,9%), du coton brut (5,5%), des bois bruts en grume (5,7%). Pour ce qui est des importations, elles sont principalement constituées des hydrocarbures (21,6%), des produits de l’industrie chimique (12,5%) dont les produits pharmaceutiques (3,9%), des machines et appareils mécaniques ou électriques

La baisse de la demande des principaux partenaires commerciaux et l’effondrement des cours des matières premières impacteront sur le volume et la valeur des exportations, l’équilibre du compte courant et des finances

publiques (aggravation du déficit). Par ailleurs, les entreprises des secteurs orientés vers les exportations et le tourisme subiront un ralentissement des activités avec des impacts sur le PIB mais aussi sur l’emploi. De même, le fort recul des prix des principales matières premières et notamment le pétrole brut qui est déjà en dessous de 25 dollars US le baril affectera le niveau des recettes budgétaires. Notons que la Loi de Finances 2020 au Cameroun s’est basée sur une hypothèse de prix moyen de 56 dollars US le baril en novembre 2019 pour l’estimation des recettes retenue par les autorités. Le graphique 8 présente les impacts des deux derniers chocs sur le commerce international : la crise financière de 2008 et la baisse du prix du pétrole en 2015. Les impacts sur les exportations et importations en valeurs sont importants.

Pour le cas particulier de la production pétrolière, au-delà de l'atonie de la demande mondiale qui pourrait impacter les commandes, la baisse des cours si elle se maintient sur une longue période en dessous de 30 dollars US le baril, pourrait entraîner un arrêt de la production de certains champs. En effet, selon la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH), le cout unitaire d'exploitation de pétrole au Cameroun et le coût technique unitaire moyen de production en 2017 étaient respectivement de 7,20 et 25,62 dollars US le baril.

A titre d'illustration, la baisse des prix du brut en deçà de 40 dollars US le baril intervenu 2015 avait contraint les pays de la CEMAC affectés à signer un round de programme économique et financier avec le FMI. De même, la crise financière et

économique de 2007-2008 avait entraîné un recul des exportations et des importations en lien avec le ralentissement de la demande mondiale.

b) Le canal du financement international

Le Cameroun pour le financement de son économie bénéficie des ressources extérieures de plusieurs sources. Il s'agit notamment des emprunts et des dons (partenaires bilatéraux et multilatéraux), des émissions de bonds, des investissements directs étrangers et autres financements directs et des transferts de migrants. A titre d'illustration, les dons et les emprunts extérieurs ont représentés en moyenne 15 % de l'ensemble des ressources budgétaires de l'Etat.

Tableau 2: Evolution des principales ressources extérieures du Cameroun

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Investissements Directs Etrangers	236,7	161,7	242,0	173,4	520,6	323,2	281,6	378,2	280,0	388,5	395,4	365,7	486,4	381,9	382,7
Dons Courants	5,9	2,22	49,1	56,3	59,0	62,0	52,7	43,4	40,1	19,2	0,0	17,8	32,0	35,5	72,0
Dons projets	5,0	3,5	74,6	0,0	28,0	25,0	13,7	11,6	6,2	45,3	11,1	36,0	32,8	29,0	28,0
Prêts-programme et appui trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	441,7	0,0	178,1	262,5	269,0
Prêts-projets	22,5	36,3	42,8	42,8	121,3	90,0	86,6	177,5	486,5	554,5	477,0	453,0	740,7	571,0	747,0
Transferts des migrants FCFA	40,5	67,9	80,2	72,2	86,8	56,8	103,4	107,4	120,5	139,7	142,8	159,4	183,9	184,5	-

Source : A partir des données de la BEAC

Avec le ralentissement des économies avancées avec des risques de chômage et de baisse de revenus des populations, l'accroissement des charges financières des partenaires bilatéraux face à cette crise, la panique actuelles sur les marchés financiers, le volume des financements extérieurs pourrait se réduire considérablement comme dans le cas de la crise financière

de 2007/2008 ou dans une certaine mesure le cas de 2016 (Voir tableau 2). Cependant, étant donné que pour le cas présent le Cameroun est sous-programme avec le FMI ; il pourrait continuer de bénéficier des appuis de la Banque Mondiale, du FMI, la Banque Africaine de Développement grâce aux fenêtres spécifiques mises en œuvre par ces institutions pour accompagner les

pays touchés par la pandémie. Par ailleurs, d'autres financements d'urgence comme ceux du Fonds mondial pourront compenser une éventuelle baisse des ressources extérieures.

L'effet sur les transferts des migrants dépendront de l'ampleur et de la durée de la crise sanitaire. A court terme, elle pourra accélérer par mesure de solidarité aux familles restées sur place, mais à moyen terme si la crise persiste, elle affectera aussi les capacités financières de la diaspora ce qui fera baisser les envois de fonds.

c) Le canal de l'offre et de la demande intérieure

Les effets de la pandémie actuelle pourraient toucher également l'économie camerounaise en affectant l'offre de production locale. En effet, le tissu productif local dépend des inputs importés et les biens de production comme les machines-outils. Avec les frictions actuelles que connaît la chaîne de distribution internationale et l'arrêt de la production dans plusieurs pays, les entreprises locales dépendantes seront impactées ainsi l'offre locale manufacturière. De même, on s'attend aussi à une contraction de l'offre intérieure à la suite d'un éventuel effritement de la demande intérieure. En effet, la perte de revenus des ménages du fait des éventuels

licenciements et du confinement, la baisse des transferts des migrants et la réduction de la commande publique (en lien avec la réduction des ressources de l'Etat) conduiront à une baisse de la demande.. Les perturbations auront un effet sur le secteur des services et notamment les branches transports, tourisme et commerce.

Au regard de l'importance des secteurs manufacturiers, des travaux publics et des services (plus de 60 % du PIB en 2017) et du poids de la demande intérieure (environ 80 % du PIB en 2017), une persistance de la pandémie pourrait avoir un impact important sur l'économie camerounaise.

Les effets économiques potentiels

Pour 2020, la croissance économique est projetée à 4,0 % par le Gouvernement. Cette prévision repose sur un certain nombre d'hypothèses que sont : (i) un prix du baril à 57,9 dollars US, (ii) la maîtrise de l'inflation autour de 2,2 %, (iii) la mise en œuvre du plan d'urgence pour l'accélération de la croissance économique, (iv) la poursuite des grands travaux infrastructurels en cours et, (v) les préparatifs du Championnat d'Afrique des Nations 2020 et l'achèvement des chantiers de la Coupe d'Afrique des Nations 2021. De même, le budget de l'Etat est équilibré à 4 951 milliards de FCFA en recettes et dépenses réparties comme suit

Tableau 3 : Répartition du budget 2020 de la Loi de finances initiale

Recettes (en milliards de FCFA)		Dépenses (en milliards de FCFA)	
Recettes pétrolières	443	Dépenses courantes	2 735
Recettes fiscales et douanières	2 962	Dépenses en capital	1 496

Recettes non fiscales et non pétrolières	212	Autres charges de financement	720
Dons	102		
Appui budgétaires	115		
Prêts projets	767		
Emissions titres publics	320		
Financement bancaires	102		
Total recettes	4 951	Total dépenses	4 951

Source : MINFI

Les recettes budgétaires nettes de l'Etat (recettes internes + dons) sont estimées à 3690,9 milliards contre des dépenses budgétaires (dépenses courantes + dépenses en capital) de 4203,4 ce qui dégage un besoin de financement de 512,5 milliards, soit un solde budgétaire global déficitaire de 2,1 % du PIB. A ce solde, ajoute les besoins de ressources d'amortissement de la dette de 648 milliards et d'autres besoins de 144 milliards. Ce besoin de financement devrait être financé par les prêts projets (bilatéraux et multilatéraux), les émissions de titres public, les appuis budgétaires des partenaires (Banque mondiale, Banque Africaine de Développement, Union Européenne...) et le financement bancaire.

L'évaluation rapide des effets potentiels dans la présente note s'appuie sur l'analyse historique des crises économique mondiales de 2007-2008 et de la crise des prix du pétrole de 2015 qui ont les mêmes types d'effets que la crise actuelle.

a) Effets potentiels sur le PIB et le revenu global

Les effets sur le PIB résulteraient de la baisse de la demande mondiale qui entrainerait une réduction des exportations, mais aussi du recul de la demande intérieure et de la contraction

Graphique 9 : Effets possibles de la pandémie sur la croissance économique



Source : Auteurs et données MINFI

de l'offre intérieure en relation avec la dépendance en intrants importés.

En se basant sur la crise de 2007-2008 et celle de 2016, l'impact de la crise du Coronavirus sur le PIB du Cameroun en 2020 pourrait se caractériser par un recul par rapport aux prévisions initiales.¹² Ce repli pourrait être **d'au moins 1,2 point à 2 points de croissance (Graphique 9)**. En effet, entre 2007 et 2009, la décélération

¹² La crise de 2007-2008 avait affecté la demande mondiale et par la suite la demande intérieure ainsi que la plupart des secteurs d'activités. Celle de 2016 a par contre impacté la demande intérieure

publique. Le COVID-19 est le mix des deux : affecte la demande intérieure suite au choc de demande mondiale mais les ajustements budgétaires résultant de l'importance des dépenses de santé devraient réduire la commande publique.

de la croissance économique a été de l'ordre de 1,4 point et entre 2016 et 2017, ce ralentissement s'est situé à 1,2 point. Certains secteurs comme les secteurs forestier, agricole d'exportation, pétrolier, industriel, BTP, et des services (tourisme, commerce, hôtellerie) seront fortement impactés en lien avec la réduction des exportations, de l'approvisionnement en intrants et marchandises et la baisse du nombre de touristes.

De plus, les mesures actuelles de confinement qui imposent l'arrêt de plusieurs activités (restauration, vente de boissons, divertissements et petites activités informelles connexes...) au plus tard à 18 h (début du pic d'affluence et fréquentation de ces lieux par les consommateurs) auront des impacts non seulement sur la valeur ajoutée de ces secteurs mais aussi sur la valeur ajoutée des branches de l'industrie brassicole et de l'élevage. L'importance de ces effets dépendra de la durée de l'épidémie et du maintien de ces mesures de précaution.

Cependant, le repli pourrait être plus important en fonction de l'évolution, la persistance et la durée de la pandémie ainsi que des mesures déployées contre la pandémie. Des mesures de confinement total de longue durée auront par exemple plus d'effets résultant d'un blocage du fonctionnement des unités de production et de distribution des biens et services.¹³ Mais ces effets pourront être aussi atténués ou amplifiés selon les anticipations et les comportements des agents économiques (producteurs

et consommateurs) qui dépendent de leur perception sur la gestion de la crise et la confiance aux institutions en charge de la lutte contre la pandémie.

De plus, le respect de la recommandation du respect de la distanciation de sécurité (supérieure ou égale à 1 mètre) et le confinement aura certainement un effet de ralentissement du commerce provoquant ainsi la chute de la production, voire la fermeture des unités de production fragiles et vulnérables que sont les PME/TPE (96% des entreprises au Cameroun).

b) Effets potentiels sur les finances publiques

Les répercussions sur les recettes fiscales et les besoins en dépenses sociales pour faire face au Covid-19 pourraient nécessiter des ajustements budgétaires tant pour les ressources que pour les dépenses.

Pour les ressources, les impacts concerneraient :

- **Les recettes pétrolières.** Estimés à 443 milliards de FCFA sur la base d'un baril à 57,6 dollars US le baril, celles-ci devraient connaître une baisse substantielle si le prix actuel en deçà de 30 dollars US persistait sur une longue période. En prenant le cas de la baisse des cours de 2016 qui était presque de la même ampleur (de 90 à 39 dollars US) et qui avait induit une baisse de recettes pétrolières d'environ 30 %, les prévisions de recettes pour cette année pourraient être revues à la baisse à autour de 300 milliards de FCFA si le prix ne montait au cours de l'année. Cette prévision pourrait davantage se dégrader si les cours restent bas en deçà des coûts unitaires d'exploitation et de production

¹³ On parle ici des coûts mais évidemment il serait plus juste de balancer ces coûts par rapport aux bénéfices des mesures mise en place.

(environ 32 dollars) qui pourrait occasionner aux opérateurs.

- **Les recettes fiscales et douanières.**

Elles subiraient les contrecoups du ralentissement de l'activité économique intérieure mais aussi du commerce international. La baisse des activités et les conséquences sur les emplois (chômage total ou partiel du personnel) vont induire une réduction des impôts directs (IRPP, IS) et indirects (TVA) à travers la baisse de la consommation. Au regard de la structuration sectorielle des contributions fiscales moyennes des 03 dernières années (Vir Tableau 4), le ralentissement des activités des branches brassicoles, commerce, transport et entreposage produisant plus 33 % des recettes fiscales pourrait réduire substantiellement les ressources intérieures.

- **Les autres ressources** intégrant les dons, les prêts projets et l'émission des titres publics peuvent subir les réductions en ligne avec les situations économiques et financières des créanciers comme la Chine. De même, l'évolution de la pandémie peut conduire à une aggravation du risque pays et une dégradation de la qualité de la signature du Cameroun avec un impact sur le rendement de ses émissions de titres.

Tableau 4 : contribution des principales branches au rendement fiscal

Branches d'activité	Contribution moyenne
Industrie de boisson	21,2
Raffinage et Cokéfaction	6,5
Commerce de gros et détail	7,6
TIC	6,3
Banques et assurances	5,5
Electricité, Eau et Gaz	0,5
Transport et entreposage	4,9
BTP	2,6
Autres branches	45,1

Source : Rapport annuel DGI 2018

Cependant, le pays pourrait bénéficier d'un apport supplémentaire des appuis budgétaires des partenaires comme la Banque Mondiale, le FMI, la Banque Africaine de Développement ou le Fonds Mondial qui ont pris l'initiative d'accompagner les pays touchés par la pandémie.

Concernant les dépenses, les changements toucheront :

- **Les dépenses courantes** et notamment les transferts et subventions. Les dépenses sociales seront certainement revues à la hausse notamment celle du volet santé et de protection sociale. La difficulté de la population face à la persistance de la pandémie couplée à l'éventuelle paupérisation des populations entraînerait un accroissement des dépenses de subventions des biens de première nécessité et des transferts directs (achat du matériel médical, prise en charge des malades et autres coûts liés aux traitements des personnes contaminées). Ces coûts pourraient exploser en cas de persistance de la pandémie et de l'évolution du nombre de malades. En effet, le coût important du traitement par malade estimé à 4,2 millions de FCFA supporté par l'Etat pourrait exploser en cas d'augmentation importante du nombre de malade pris en charge.

Les dépenses d'investissements subiraient probablement des coupes drastiques au regard de l'urgence sociale mais aussi du recul du volume des ressources extérieures prévues pour financer les projets.

c) Effets potentiels sur le secteur monétaire et financier

Les effets sur le secteur monétaire concerneront principalement les réserves de change gérées par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) et la qualité relative des portefeuilles de crédit des banques.

Les réserves de change. Dans le cadre de la gestion efficace de ses engagements ainsi que celles des Etats et ceux d'autres agents économiques, la BEAC fixe le seuil cible des réserves à un niveau capable de couvrir 3 mois d'importations de biens et services non-facteurs et de service de la dette. Selon les estimations de la BEAC¹⁴, le niveau des réserves en fin 2019 était à 3,1 mois d'importations de biens et services. Dans le cadre de cette pandémie si elle perdurait, ce niveau pourrait être affecté et passé en deçà du seuil de précaution pour plusieurs raisons :

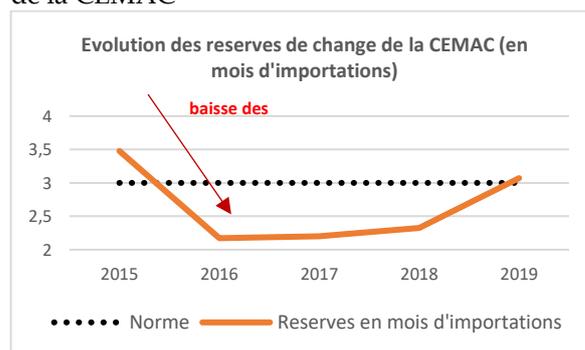
- La baisse importante des cours du pétrole brut qui passent 61 dollars US en 2019 à moins de 30 dollars US. Cette baisse des prix en 2015 -2016 avait poussé la chute de la réserve de 3,5 à 2,2 mois et forcé le pays à signer des programmes économiques et financiers avec le FMI (voir Graphique 10) ;
- Le recul probable des investissements directs étrangers et particulièrement du secteur pétrolier dont la rentabilité devient négative au cas où le prix reste en deçà de 30 dollars ;
- La suppression des appuis du FMI au cas où les pays ne renouvellent pas rapidement les programmes en cours qui s'achèvent, pour certains pays comme le Cameroun et le Gabon, en juin 2020.

Cette situation pourrait conduire à une crise sur les devises comme en 2016 et menacer la stabilité monétaire de la région et la convertibilité du FCFA.

La qualité du portefeuille des banques pourrait être affectée à travers l'augmentation prévisible des créances en souffrance (créances des banques sur les fournisseurs commerciaux des Etats du fait de l'accumulation des arriérés

sur les paiements publics, et sur les entreprises touchées par la COVID 19). Si la pandémie perdure ceci pourrait aboutir à des faillites de certaines banques en difficulté. Pendant la crise de 2015-2016,

Graphique 10 : Evolution des réserves de change de la CEMAC



Source : Données BEAC

Les implications sociales

Selon les données de l'Institut National de la Statistique (INS), plus de 37% de la population (soit plus 8,8 millions d'individus) vivent en dessous du seuil de pauvreté. De plus, une proportion importante souffre de déprivation. Nombreux sont en situation de chômage ou de sous-emploi (plus 90,5 % de la population active), souffrent de la malnutrition (9,9%), , n'ont pas accès à l'eau potable (61 % des ménages), n'ont pas accès aux services de base comme les soins de santé (ratio personnel de santé/population était de 0,63 pour 1 000 habitants pour une norme de 2,3) et les TIC (près de 70 de la population) et ne bénéficient pas de la couverture sociale (près de 88 % de la population active).

La pandémie actuelle pourrait avoir d'importants effets négatifs en termes

¹⁴ Voir site BEAC : www.beac.int/economie-stats/statistiques-economiques/

d'emploi, d'aggravation de la pauvreté et d'exacerbation des inégalités.

a) Les implications sur l'emploi et les revenus des ménages

Avec l'évolution de la pandémie et l'intensification de ses effets économiques, certains secteurs comme celui des forêts et les activités connexes (dépendant de la demande internationale) et les services (commerce, hôtellerie et restauration, transport, autres services...) pourraient subir des perturbations importantes. Au Cameroun, le secteur des services totalisent près de 176 784 entreprises et établissements, soit plus de 84 entreprises sur 100 selon . Ces entreprises sont dans la majorité constituées d'Entreprises Individuelles (92,6%) et de Très Petites Entreprises (75,9%).

La contraction de ces secteurs pourrait entraîner d'importantes pertes d'emplois, tant du secteur formel qu'informel. Cela pourrait constituer un coup dur dans la mesure où le secteur des services est le premier pôle de concentration des emplois avec 73,8% des 635 969 travailleurs permanents et représente en moyenne 49,9% du PIB. Les pertes massives d'emplois et de revenus constituent une menace pour la sécurité car elles pourraient favoriser les actes de banditismes en absence des mesures d'atténuation.

Par ailleurs, cette situation de précarisation de l'emploi pourrait s'amplifier en cas de confinement total et de persistance de la pandémie. En effet, la réduction des mouvements de populations et la fermeture des lieux d'activités économiques (marchés, bars

et restaurants, taxis) entrainera une perte d'emploi et de revenus pour les travailleurs de ces secteurs pour la plupart informel (celui-ci occupe environ 82,9% de l'emploi).

Selon l'étude publiée en novembre 2011 par l'INS, parmi les 2,5 millions d'unités de production informelles (UPI) dénombrés sur le territoire camerounais, près de 33,3% s'opèrent dans les villes de Yaoundé et de Douala, là où il y a plus de cas d'infections de coronavirus pour l'instant. Et la structure de ces UPI par secteurs d'activité révèle que 33,6% sont dans le commerce et 32,2% dans les services lesquels sont les plus susceptibles d'être touchés.

b) Les implications sur la pauvreté et les inégalités

Les effets sur l'emploi et le revenu de la population contribueront à accroître l'incidence de la pauvreté monétaire déjà élevée. De même, la persistance de la pandémie pourrait entraîner une inflation des produits de consommation. Le pouvoir d'achat des ménages surtout les plus pauvres sera davantage affecté. En même temps, à cause de la pandémie, certains ménages engagent des dépenses supplémentaires en matière de santé (pour des mesures de protection) ou en éducation pour occuper les enfants confinés à la maison.

Par ailleurs, cette situation poussera les ménages à opérer des ajustements au niveau des dépenses pour assurer les charges et dépenses incompressibles. Généralement, les ménages privilégient dans ce cas les dépenses de consommation immédiates pour la survie au détriment des dépenses de santé et de sécurité ou des dépenses

d'investissement futur en matière d'éducation. Certains ménages peuvent recourir à des stratégies négatives en cas de difficultés notamment la décapitalisation, l'endettement et la dépendance à l'égard des ménages mieux nantis. Ces pratiques augmentent leur vulnérabilité et rendent difficile l'après crise.

La pandémie pourrait accentuer les inégalités déjà importantes au sein de la population. En effet, elle pourra éventuellement conduire certains ménages les plus vulnérables au désinvestissement pour faire face aux dépenses occasionnées par la pandémie vu que la plupart de la population n'ont pas accès à un système de protection sociale.

Au-delà du fait qu'une partie de la population ne bénéficie pas véritablement de l'accès à l'éducation (taux d'alphabétisation à 75 % seulement), les risques de déscolarisation pourraient s'amplifier après la crise avec la difficulté de

certain parents qui auront perdu leur revenu. Par ailleurs, avec l'arrêt des activités scolaires dans le cadre des mesures de lutte contre l'évolution de la pandémie, certains établissements d'enseignement d'un certain standing (encadrant les enfants de parent à revenus moyens et élevés) ont opté pour les cours en ligne. Cette situation si elle sera généralisée pourra creuser encore les inégalités car beaucoup n'auront pas l'accès à l'internet ou à un ordinateur. Cette situation pourrait aussi créer plus d'écart entre les écoles privées et les écoles publiques ou entre le milieu rural et le milieu urbain. Les établissements qui offrent pour l'instant ce type d'alternative n'encadrent qu'une très faible part des apprenants de l'ensemble du territoire. De plus, cette mesure ne peut être répliquée par tous car beaucoup de ménages n'ont pas accès aux TIC dont le taux de pénétration est seulement de 30 %.

04

Quelques options de mesures de politiques

Au 27 mars 2020, le Cameroun a déjà connu 92 cas d'infections au COVID-19. Les expériences des autres pays fortement affectés ont montré que l'épidémie de coronavirus peut causer de souffrances humaines considérables et de perturbations économiques majeures. Dans ces pays, les impacts socioéconomiques sont importants tandis que les perspectives de croissance demeurent très incertaines. Au vu des analyses des effets potentiels, le Cameroun ne fait pas exception et le pays doit se préparer tant que le nombre d'infectés ne s'est pas encore envolé. Indépendamment des mesures déployées pour juguler la propagation du virus, des mesures d'accompagnement sociales et économiques sont nécessaires pour atténuer les chocs sur les ménages et les entreprises et renforcer l'efficacité des mesures de mitigation déployées ;

La priorité est de contenir l'épidémie et de limiter le nombre de cas graves. L'application stricte de l'ensemble 13 mesures déjà prises devrait favoriser la distanciation sociale et limiter ainsi la propagation du COVID-19. Dans son point de presse du 28 mars 2020, le Ministre de la Santé Publique a souligné que la nouvelle stratégie de réponse dans la lutte contre le Covid-19 comporte quatre axes à savoir : la recherche active et précoce des cas par un dépistage généralisé, la prise en charge qualitative des cas avec

extension des capacités, la régulation sociale pour éviter la propagation et la gouvernance et la redevabilité.¹⁵ Cette stratégie devrait réduire le taux de reproduction du Covid-19.

Accentuer les actions de communication et de sensibilisation pour informer la population sur l'importance des mesures. La stratégie d'information du public joue un grand rôle dans la formation de la perception individuelle sur la COVID-19 (prévalence de la maladie et de la menace qu'elle représente). Les individus adaptent leur comportement en fonction des informations dont ils disposent. Le changement de comportement peut avoir des effets tant économiques qu'épidémiologiques. L'émergence inattendue du coronavirus ainsi que ses conséquences incertaines engendrent beaucoup d'incertitudes et la prolifération des fausses informations. La population et surtout ceux les moins informés sont tiraillés entre l'inquiétude de ne pas prendre au sérieux ce qui pourrait être une épidémie grave et la crainte de céder à la panique si son impact ne se révèle que modeste. En situation d'incertitude, les individus décident de prendre les mesures de protections, et par conséquent, les mesures déployées par le gouvernement, en fonction de sa perception de la probabilité d'être

¹⁵ Ministère de la Santé publique : Point de presse quotidien de Monsieur le Ministre de la Santé Publique : La gestion de la pandémie au

Covid-19. Yaoundé -28 mars 2020. Centre des Opérations des Urgences de Santé Publique.

infectée et des bénéfices résultants de la protection ou non. En situation d'information incomplète ou de stress, l'individu peut suivre le comportement des autres.¹⁶ S'il y a beaucoup de gens qui ont une perception de faible probabilité d'être infectés, il est plus probable qu'il y ait beaucoup de gens qui ne prendront pas les mesures appropriées. Les effets socio-économiques varieront en fonction de la stratégie de communication à l'endroit du public. Une bonne communication aiderait à accroître l'efficacité des mesures et à réduire les impacts négatifs.

Identifier les dépenses sociales urgentes

Il conviendrait d'orienter les dépenses publiques supplémentaires consenties en priorité vers le secteur de la santé pour mettre en place les mesures de protection et faire face à la flambée du nombre de cas. Chaque patient de Coronavirus coûte 4,2 millions de FCFA à l'Etat pour les 14 jours de prise en charge.¹⁷ Ce coût ne tient pas en compte les produits pour désinfecter les locaux, les repas gratuits et les ustensiles à usages uniques, les draps, des récipients jetables qu'il faut incinérer.¹⁸ Ainsi pour 142 patients recensés au 30 mars 2020, cela coûte au moins 596,4 millions de FCFA à l'Etat. Les actions complémentaires susceptibles d'être engagées peuvent à

tout le moins viser à atténuer les répercussions économiques et sociales de l'épidémie. Tels sont les dépenses en matière d'énergie, d'eau et de protection sociale.

Apporter un soutien aux ménages par le renforcement des dispositifs de protection sociale

Les mesures de confinement même partiels et la peur d'être infecté peuvent déclencher des interruptions soudaines de l'activité économique. Il est fortement probable que le nombre de personnes en situation de pauvreté et de vulnérabilité s'accroît pendant et dans les mois qui suivront la fin de la crise actuelle du Covid-19. Il est nécessaire de tirer des leçons des situations durant la crise de 2008 ou les expériences des autres pays pour concevoir rapidement des réponses adaptées à la situation locale. À cet égard, la question centrale n'est pas seulement de savoir comment réduire la propagation de la maladie, mais aussi la manière de mettre en place des mesures d'atténuation dans un cadre qui soit culturellement et économiquement acceptable et qui incitent à la solidarité. Ces mesures doivent être orientées prioritairement aux populations vulnérables, en particulier les pauvres, qui risquent de souffrir de manière disproportionnée, car ils peuvent avoir un accès plus

¹⁶ C'est le cas dans les situations d'information imparfaite, l'individu se comporte comme son voisin (exemple des récents phénomènes de papier toilette ou de la frénésie d'achat de produits de première nécessité ; conduction à la pénurie) . Voir https://www.huffingtonpost.fr/entry/le-coronavirus-entraîne-une-ruee-vers-le-papier-toilette-mais-pourquoi_fr_5e5fa9fec5b67ed38b3b9c0a

¹⁷ Chaque patient coûte environ 300 000FCFA par jour de prise en charge. Une bonbonne d'oxygène coûte environ 70 000FCFA et il en faut trois par jour pour chaque patient.

¹⁸Voir

<https://www.journalducameroun.com/cameroun-coronavirus-chaque-patient-coute-plus-de-4-millions-fcfa-a-letat-cameroun/>

limité aux soins de santé et moins d'économies pour se protéger contre la perte de revenus ou une catastrophe financière. C'est le cas de la plupart des employés du secteur informel.

En ce qui concerne les ménages, il est important d'adapter ou étendre les programmes de protection sociale en réponse au COVID-19. Des adaptations ou extensions du programme de filets de protection sociale ou des cantines scolaires seraient nécessaires. Étant donné que les écoles sont fermées les programmes de cantines scolaires peuvent être, par exemple, réorientés vers la distribution de vivre aux enfants les plus vulnérables. De même le renforcement des mesures de protection sociale des plus vulnérables à travers l'effectivité de la couverture santé universelle (CSU) pour assurer la protection sociale par la gratuité de la prise en charge non seulement des personnes infectées comme c'est le cas mais aussi les victimes collatérales.

La protection des moyens de subsistance des populations vulnérables peut être aussi assuré par la mise en œuvre de programmes "argent contre travail" ou transferts d'argent ou de subvention des produits de première nécessité (les vivres, l'eau, le savon, les produits désinfectants et de protection et l'électricité) pour préserver le niveau de vie minimum. On peut imaginer par exemple l'engagement des plus vulnérables dans les travaux de sensibilisations ou d'autres types de travail plus sécuritaire selon les

contextes. Tel est par exemple le cas des chauffeurs de moto taxi qui peuvent être engagés dans des actions de sensibilisation ou de transport de distribution de vivre. De tel exemple existe déjà dans le cadre des autres maladies.¹⁹ L'avantage de telle approche est à la fois de protéger leur pouvoir d'achat mais aussi de les réorienter vers les actions de bien commun qui devrait contribuer à réduire le taux de reproduction du Covid-19 en limitant la circulation et en sensibilisant le maximum des gens. Une subvention (ou rémunération) sur la base de la recette moyenne avant la crise pourrait être engagée. Néanmoins, un service minimum de transport devrait être assuré étant donné que le pays ne dispose pas encore de service public. Un système tournant des taxi-jaunes peuvent être instauré pour permettre à chaque taxi d'assumer deux jours de service.²⁰ Dans ce cas un système de subvention pour les deux jours de travail soit instauré comme incitatif et en même temps pour garder leur pouvoir d'achat.

La protection des pouvoirs d'achats à la fois des plus vulnérables en milieu urbain et en milieu rural est aussi important. Des mesures peuvent être mettre en place pour favoriser les achats directs au niveau des producteurs. Cela doit être imaginé dans le cas des distributions de vivre auprès des vulnérables en milieu urbain.

¹⁹Prévention : Qui est le champion ou comment mobiliser et challenger les conducteurs de motos taxis au Cameroun autour du VIH/Sida ? <https://www.motoaction.org/actualites-du-programme-movihcam>

²⁰ On peut diviser l'ensemble du parc de taxi-jaunes en trois ou en quatre et chaque lots assure le service pendant deux jours ;

Les autres mesures sont les transferts en espèces ou les subventions salariales en cas de perte de travail ou de revenu²¹, les reports des charges fiscales.

Protéger les entreprises les plus vulnérables pour faciliter la relance

Pour les entreprises, l'arrêt, au mieux la diminution des activités de certaines entreprises (annulation de commandes, baisse de la demande, défaut de matières premières, personnels confinés, etc.) nécessite des mesures compensatoires de la part de l'Etat, de manière directe ou indirecte, pour éviter la fermeture pour cause de faillite.

Le gouvernement peut mettre en œuvre une politique fiscale pour atténuer les impacts. Il s'agira entre autres de: fournir un soutien important aux Micro et PME touchées. Les options à explorer concerne l'octroi de subventions et de prêts concessionnels destinés aux PME, les lignes de crédit spéciales sous la forme de prêts aux entreprises en cas de catastrophe comme mécanisme d'atténuation des risques, des subventions salariales ou des allègements fiscaux, Les subventions destinées aux micros et très petites entreprises qui n'ont plus d'actifs productifs et dont la solvabilité est négligeable. Les mesures doivent concerner aussi les secteurs les plus touchés de l'économie.

Des mesures adéquates pour limiter l'accroissement des inégalités.

La fermeture des établissements scolaires de la maternelle à l'enseignement

supérieur, étendu à la formation professionnelle qui sont actuellement fermés risquent de se fermer plus longtemps selon l'évolution de la situation. En effet, l'objectif étant de réduire les possibilités de contamination par des rassemblements, l'école étant par nature un lieu de regroupements de forts effectifs en un lieu fermé. Pour éviter le spectre d'une année blanche, à l'enseignement supérieur, le Ministre d'Etat en charge de l'enseignement supérieur a proposé l'enseignement à distance comme alternative. La mise en œuvre de cette mesure nécessite aussi des mesures d'accompagnement pour assurer l'égalité d'accès à l'enseignement. Des subventions en matière de crédit de connexion internet couplé avec la diffusion des cours dans les réseaux sociaux comme Facebook ou WhatsApp pour réduire les factures numériques entre les étudiants.

Prévoir des mesures pour faciliter la relance

Le télétravail est de plus en plus encouragé en milieu professionnel. Ainsi dans ce contexte, le gouvernement peut donner un coup de pouce aux entreprises qui offre des services à domiciles comme les restaurants ou les commerces qui offrent des livraisons à domiciles.

De même l'utilisation des commandes publiques ou les investissements publics, notamment dans les infrastructures, pour garder et stimuler la demande.

²¹ L'île Maurice a mis un tel mécanisme: Le programme d'aide salariale du gouvernement au Maurice

<https://www.mra.mu/index.php/eservices1/corporate/gwas>

Avec les difficultés d'exporter vers les pays occidentaux, les pays doivent saisir l'opportunité pour favoriser de plus en plus les commerces vers les pays voisins et saisir l'aubaine pour le commerce intra-africain. Sur le long

terme, les experts voient un potentiel chamboulement au niveau des chaînes d'approvisionnement, et le Cameroun doit se préparer pour saisir cette opportunité.

05

Essai d'estimation des Coûts de mesures de soutien aux vulnérables

Description générale

Comme suggéré dans la section précédente, les mesures de confinement même partiels peuvent affecter les populations vulnérables. Dans cette section nous présentons les coûts de mesures de soutien aux plus vulnérables dans le cas d'un confinement d'un mois. En absence de données désagrégées, les estimations sont basées sur les taux de pauvreté estimés par l'Institut National de la Statistique dans le cadre de la carte de pauvreté de 2014. Notons que cette hypothèse est très simplificatrice dans la mesure où la crise peut aussi faire tomber dans la pauvreté d'autres personnes en cas de perte de travail ou de revenus.

Les simulations sont basées sur la distribution d'un kit familial (par ménage) comprenant 25 kg de riz, 5 kg de pâtes alimentaires, des morceaux de savons et un des produits d'accompagnements pour la sauce (tomates en boîte ou en purée) et des boîtes de conserves (sardines) d'une valeur de 5000 FCFA. La valeur totale du kit familial est évaluée à 28 600 FCFA. Les détails du kit familial est donné par le tableau 5.

Les variantes

A titre de comparaison, nous avons simulé deux variantes :

Variante 1 : Sur la base du kit familial d'une valeur de 42 600 FCFA.

Variante 2 : Sur la base du transfert monétaire nécessaire à un pauvre pour sortir de la pauvreté. Ce montant était évalué à 130 275 FCFA en 2014 (ECAM4, INS). En tenant compte de l'inflation, elle est estimée à un montant annuel par pauvre de 144 282 FCFA en 2020. Ainsi pour un mois, ce montant est en moyenne de 55 308 FCFA par ménage.²² A titre de comparaison, la valeur du kit familial représente 51,7% du montant de ce transfert.

Tableau 5 : Composition du kit familial

Produit	Quantité	Valeur (FCFA)
Riz	25kg	14 000
Pate	5kg	5000
Huile	3litres	3600
Savon	3 morceaux	1000
Autres *	...	5000
Total		28 600

*Les autres produits sont des produits d'accompagnements seront constitués de tomates en boîte ou purées, des boîtes de sardines ou autres selon les disponibilités.

Description des scénarii

Quatre scénarios ont été proposé. Les choix sont progressifs selon l'étendue des inscriptions des foyers de l'épidémie ou les zones à risques pour limiter la propagation.

Scénario 1 : Villes de Yaoundé, Douala et Bafoussam

²² Au Cameroun, la taille moyenne du ménage est 4,6. Voir Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS5) 2014CamerounMICS.

Choix dicté par le fait que ce sont les villes qui comptent les cas actuellement diagnostiqués et qui subissent les traitements.

Les résultats des simulations sont résumés dans le tableau 6 suivant et le tableau 7 donne les détails.

Tableau 6 : Les coûts des mesures d'aide aux vulnérables (En milliards de FCFA)

Scénario 1 Scénario 2 Scénario 3 Scénario 4

Variante 1	2,3	8,1	15,4	53,7
Variante 2	4,5	15,7	29,8	103,9

Source : calcul des auteurs

Scénario 2 : Régions du Centre, Littoral et Ouest

Ici il est question d'élargir le confinement à l'ensemble de la région entourant les villes du fait de l'intensité des mouvements de personnes et marchandises. Les trois villes sont les points de convergence économiques des populations des départements riverains pour effectuer leurs activités commerciales. Par ailleurs, les populations de ces villes ont tendance à s'approvisionner dans les périphéries des villes.

Scénario 3 : Régions du centre, Littoral, Ouest, Est et le département du Bénoué de la région du Nord

Le rajout du département de Bénoué dont le chef-lieu est Garoua tient de ce que la ville de Garoua est le quatrième pôle économique du Cameroun et donc sujette à d'importants mouvements de populations. La région de l'Est est le carrefour commercial entre le Cameroun, la RCA, le Tchad et le Congo. Ce qui signifie une affluence des transporteurs et les mouvements de population.

Scénario 4 : L'ensemble du territoire

Ici il s'agit du confinement total avec mouvement interdit entre le pays et la sous-région mais aussi entre les régions et même entre les villes.

Le tableau 6 montre que les mesures de kit familial coûteraient de 2,3 milliards FCFA à 53,7 milliards de FCFA par mois selon les scénarios. Les mesures bénéficient entre 81 294 ménages à 1 944 015 ménages selon les 4 scénarios (Tableau 8)

Notons qu'en dehors de ces coûts s'ajoute les dépenses prioritaires comme le paiement mensuel des salaires des fonctionnaires qui s'élève à 84,0 milliards de FCFA selon la loi de finances. A cela s'ajoute le coût de prise en charge des malades du Covid-19 dont le nombre est évalué à 193 au matin du 31 mars au moment de finir ce papier. Sur la base d'un coût unitaire 4,2 millions de FCFA, cela coûtera 810,6 millions FCFA à l'Etat.²³

²³ Bien que ce coût unitaire de 4,2 millions de FCFA peut être surévalué car ce n'est pas tout les malades qui auront besoin d'oxygène par exemple.

Tableau 7 : Résultats des simulations des mesures de protection des vulnérables (En FCFA)

	Scénario 1			Scénario 2			Scénario 3			Scénario 4						
	Population	Taux de de pauvre	Nombre de pauvres	Populatio n	Taux de pauvreté	Nombre de pauvres	Population	Taux de pauvreté	Nombre de pauvres	Populati on	Population	Taux de pauvre é	Nombre de pauvres			
	Yaoundé	2 878 256	6,2	177 203	Centre	4 339 409	14,3	619 517	Centre	4 339 409	14,3	619 517	Adamaoua	1 104 157	43,5	480 510
	Douala	3 037 276	4,5	137 585	Littoral	3 686 550	8,3	307 198	Littoral	3 686 550	8,3	307 198	centre	4 339 409	14,3	619 517
	Bafoussa	418 043	14,2	59 164	ouest	1 909 976	19,6	375 219	ouest	1 909 976	19,6	375 219	est	1 016 962	26,1	265 140
									Est	1 016 962	26,1	265 140	Extrême-n	4 609 074	76,8	3 538 386
									Benou	1 598 527	57,0	910 610	Littoral	3 686 550	8,3	307 198
													Nord	3 078 324	61,6	1 897 691
													Nord-Oue	1 691 734	57,4	970 467
													Ouest	1 909 976	19,6	375 219
													Sud	730 342	26,1	190 319
													Sud-Ouest	1 403 707	21,2	298 022
	Total	6 333 575		373 952	Total	9 935 935		1 301 934	Total	12 551 424		2 477 684	Total	23 570 235		8 942 469
V a r i a n t e	Yaoundé		1 101 740 391	Centre		3 851 779 609	Centre		3 851 779 609	Adamaoua		2 987 518 696				
	Douala		855 419 783	Littoral		1 909 970 174	Littoral		1 909 970 174	centre		3 851 779 609				
	Bafoussam		367 845 739	ouest		2 332 883 348	Ouest		2 332 883 348	est		1 648 479 130				
							Est		1 648 479 130	Extrême-nord		21 999 530 348				
							Benoue		5 661 618 696	Littoral		1 909 970 174				
										Nord		11 798 687 522				
										Nord-Ouest		6 033 773 087				
										Ouest		2 332 883 348				
										Sud		1 183 287 696				
										Sud-Ouest		1 852 919 391				
1	Total (FCFA)		2 325 005 913	Total (FCFA)		8 094 633 130	Total (FCFA)		15 404 730 957	Total (FCFA)		53 745 909 609				
V a r i a n t e	Yaoundé		2 130 599 631	Centre		7 448 760 415	Centre		7 448 760 415	Adamaoua		5 777 410 252				
	Douala		1 654 252 751	Littoral		3 693 594 045	Littoral		3 693 594 045	centre		7 448 760 415				
	Bafoussam		711 358 141	ouest		4 511 444 293	Ouest		4 511 444 293	est		3 187 909 834				
							Est		3 187 909 834	Extrême-nord		42 543 771 311				
							Benoue		10 948 716 051	Littoral		3 693 594 045				
										Nord		22 816 880 895				
										Nord-Ouest		11 668 406 475				
										Ouest		4 511 444 293				
										Sud		2 288 299 810				
										Sud-Ouest		3 583 266 442				
2	Total (FCFA)		4 496 210 523	Total		15 653 798 754	Total (FCFA)		29 790 424 639	Total (FCFA)		103 936 477 330				

Source : Calcul des auteurs

Tableau 8 : Nombre des ménages bénéficiaires

<i>Scénario 1</i>		<i>Scénario 2</i>		<i>Scénario 3</i>		<i>Scénario 4</i>	
Yaoundé	38 522	Centre	134 678	Centre	134 678	Adamaoua	104 459
Douala	29 910	Littoral	66 782	Littoral	66 782	centre	134 678
Bafoussam	12 862	ouest	81 569	ouest	81 569	Est	57 639
				Est	57 639	Extrême-nord	769 214
				Bénoué	197 959	Littoral	66 782
						Nord	412 542
						Nord-Ouest	210 971
						Ouest	81 569
						Sud	41 374
						Sud-Ouest	64 787
Total	81 294	Total	283 029	Total	538 627	Total	1 944 015

Source : Calcul des auteurs